

Comment nous avons perdu la paix après la guerre froide | Amb. Jack Matlock

L'ambassadeur Jack Matlock revient sur la diplomatie qui a mis fin à la guerre froide et soutient que les dirigeants occidentaux en ont mal compris l'issue. Il aborde l'élargissement de l'OTAN, la neutralité de l'Ukraine, les sanctions et les dangers qu'il y a à considérer les relations internationales comme une compétition pour la domination. S'appuyant sur son travail avec Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, Matlock oppose la sécurité négociée aux tentatives d'imposer des systèmes politiques à l'étranger. Il met également en garde contre les armes nucléaires et les technologies émergentes, et explique pourquoi la coopération reste essentielle pour prévenir de nouveaux conflits mondiaux. Liens de Jack : Site web de Jack Matlock : <https://jackmatlock.com> Looking Back to Look Ahead (livre gratuit) : <https://jackmatlock.com/wp/wp-content/uploads/2024/10/Lookng-Back.pdf> Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenir Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/donate> Boutique Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop> Horodatages 00:00 Bienvenue et carrière diplomatique de Matlock 01:44 La paix perdue après la guerre froide 04:24 Les armes nucléaires et les nouveaux risques technologiques 08:54 Comment la guerre froide s'est réellement terminée 16:07 L'approche de Reagan en matière de diplomatie 20:28 L'élargissement de l'OTAN et la neutralité de l'Ukraine 29:15 Reconstruire une sécurité mutuelle 36:43 Les livres de Matlock et les leçons pour aujourd'hui

#Pascal

Bienvenue dans Neutrality Studies, pour un épisode très spécial aujourd'hui. Nous retrouvons l'ambassadeur Jack Matlock, le dernier ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union soviétique. En réalité, je n'étais pas le dernier.

#Jack Matlock

Je sais que certains l'ont dit, mais non. J'ai été remplacé par quelqu'un d'autre, qui n'est resté là que quelques mois avant l'effondrement de l'Union soviétique. C'est exact.

#Pascal

Vous êtes retourné aux États-Unis en août mille neuf cent quatre-vingt-neuf, c'est bien ça ?

#Jack Matlock

C'est exact. Je suis parti en août, et Strauss a été nommé. Il est arrivé en septembre. Puis, bien sûr, l'Union soviétique s'est disloquée en décembre, et il est devenu ambassadeur en Russie.

#Pascal

D'accord. Donc, à l'avenir, si je vous présente comme le dernier ambassadeur à avoir accompli un mandat complet, ce serait techniquement exact, n'est-ce pas ? Très bien. Laissons cela de côté. Ambassadeur Matlock, je tenais vraiment à faire le point avec vous, et aussi à entendre votre analyse de l'état du monde en deux mille vingt-six, après quatre ans et demi de guerre en Ukraine, et dans ce que certains décrivent désormais comme, vous savez, une période intermédiaire entre deux ordres mondiaux. Est-ce ainsi que vous voyez les choses ? Ou comment comprenez-vous la situation actuelle du monde ?

#Jack Matlock

Eh bien, je pense que notre politique étrangère a commencé à dévier de sa trajectoire à partir des années mille neuf cent quatre-vingt-dix. Nous avons mis fin à la guerre froide et, en mille neuf cent quatre-vingt-douze, l'Europe était réellement unie. Et je pense que la décision prise plus tard...

#Jack Matlock

À l'époque, l'administration Clinton a commencé à étendre l'OTAN. Elle n'a pas non plus réussi à parvenir à un accord entre Israël et les Palestiniens, alors qu'il semblait y avoir de l'espoir au début des années quatre-vingt-dix. Et puis, l'administration Clinton n'a pas été capable d'exiger qu'Israël poursuive cette voie de négociation. Ces deux choses, je pense, nous ont conduits à la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Quant à l'élargissement de l'OTAN, l'OTAN avait été créée comme une alliance défensive. Mais après l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, quand on a commencé à l'étendre, elle est devenue une alliance offensive. Et si vous laissez la Russie de côté — ce que nous n'aurions pas dû faire — alors vous créez une menace pour la sécurité de la Russie.

Cela a donc conduit à la guerre très destructrice qui se déroule aujourd'hui en Ukraine. Et, bien sûr, au Moyen-Orient, les choses sont passées du mal au pire avec la guerre actuelle contre l'Iran, qui engendre de la violence et d'autres troubles dans toute cette région. Pendant ce temps, dans le Pacifique, on s'inquiète de la puissance croissante de la Chine. Mais je dois dire que je ne pense pas que la Chine ait menacé militairement d'autres pays. Il y a la crainte qu'elle puisse envahir Taïwan. Mais, en matière d'action militaire contre d'autres pays, on ne le voit tout simplement pas. Et donc, je pense que le problème, aujourd'hui, c'est qu'au lieu d'utiliser la paix qui a suivi la fin de la guerre froide pour conduire le monde vers un règlement pacifique des différends, les États-Unis ont vraiment, disons-le, déclenché ces problèmes.

Elles sont nées de circonstances locales. Mais essayer d'intervenir pour soutenir militairement un camp ou l'autre, je pense que cela nous a engagés dans ces conflits, sans pour autant apporter le type de monde pacifique que nous espérions. Et cela se produit aujourd'hui dans un contexte où l'

humanité a, en quelque sorte, la capacité de se suicider. Nous savions que c'était possible dès lors que les armes nucléaires avaient atteint les quantités qu'elles ont aujourd'hui. Si elles étaient utilisées, toutes, ou même seulement en partie, elles pourraient littéralement rendre la planète inhabitable. C'était donc une question qui nous préoccupait lorsque nous mettions fin à la guerre froide. Et nous pensions avoir ces choses sous contrôle.

Mais au début de ce vingt-et-unième siècle, les États-Unis se sont retirés de la plupart de ces traités de contrôle des armements. Et aujourd'hui, avec la violence en Ukraine, un conflit dans lequel les Européens et les États-Unis sont directement impliqués en fournissant des armes et des munitions contre une puissance nucléaire, je pense que cela soulève vraiment des questions. Mais au-delà de cela, quand on voit le développement de l'intelligence artificielle, il y a de véritables dangers. Pas nécessairement parce que l'intelligence artificielle va se retourner contre l'humanité. Mais parce qu'elle va nous donner davantage de moyens, y compris, je dirais, à de petits groupes de personnes, et pas seulement à des États, de développer des armes extrêmement destructrices.

Je veux dire, de petits groupes, voire des individus isolés, pourraient développer des maladies contre lesquelles nous n'avons ni vaccin ni traitement. Ou agir de bien d'autres façons. Vous constaterez que cela permet, par exemple, à des adversaires d'attaquer les infrastructures d'autres pays, souvent sans qu'on puisse déterminer avec certitude qui fait quoi. Cela peut semer un véritable chaos dans le monde, et cela évolue très vite. Et pendant ce temps, nous semblons nous battre les uns contre les autres sur toutes sortes de sujets, et tenter de punir les pays qui font des choses qui ne nous plaisent pas par des sanctions économiques. Et je pense que cela ne fonctionne pas et que cela rend le monde de plus en plus dangereux.

#Pascal

Juste une petite note, très rapide. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire gratuitement à mon Substack. Vous pouvez aussi aider en prenant un abonnement payant, ou en achetant certains de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies.com. Les liens sont ci-dessous. À bientôt là-bas. Vous savez, je suis tout à fait d'accord avec ce que vous avez dit. Et la manière dont je vois l'influence que certains pays peuvent avoir sur d'autres, c'est qu'il y a la puissance militaire, qui peut agir sur ce que d'autres pays, ou des adversaires, sont capables de vous faire. Et il y a la diplomatie, qui agit généralement sur ce que d'autres pays veulent vous faire. Et la grande question que je me pose, c'est pourquoi, à la fin de la guerre froide, de la manière dont vous l'avez aussi décrit, et dont vous avez directement œuvré à y mettre fin, il y a eu cette décision délibérée, comme vous l'avez dit tout à l'heure, qui a changé cette volonté.

Il n'y avait plus cette volonté de s'opposer les uns aux autres. L'aspiration, c'était de travailler ensemble. Comment est-on passé de là à un moment où il semble que les deux camps, et surtout les Européens, éprouvent une haine aussi viscérale envers la Russie, veulent détruire la Russie et veulent entretenir une relation d'affrontement ? Et, en plus de cela, comment raviver cette dynamique pour revenir à une situation de coopération, où l'idée de coexistence redevient possible ?

Parce qu'aujourd'hui, cette idée a disparu. L'idée de coexister avec la Russie, du moins pour les Européens, a complètement, totalement disparu. Et ma question pour vous, en tant que grand diplomate, c'est : comment recréer ce type d'environnement ?

#Jack Matlock

Je pense que, premièrement, il y a eu un malentendu très répandu sur la manière dont nous avons mis fin à la guerre froide. On a commencé à en parler comme s'il s'agissait d'une défaite pour l'Union soviétique, et d'une défaite pour la Russie. Et d'abord, permettez-moi de préciser que l'Union soviétique n'était pas la Russie d'aujourd'hui. Trop de gens parlent aujourd'hui de la Russie en disant : elle fait ceci, elle a ceci, elle a cela. Or, de manière générale, la Fédération de Russie faisait partie de l'Union soviétique, qui était un empire communiste, bien davantage qu'un empire russe, et que Gorbatchev a tenté de transformer. C'était, je dirais, un authentique... Il est devenu progressivement un authentique démocrate, au sens où il essayait de créer un système plus démocratique. Et, en tant que dirigeant du Parti communiste, il a pu le soustraire au contrôle total du pays. Mais ensuite, les choses ont échappé à tout contrôle. Quoi qu'il en soit, nous avons mis fin à la guerre froide par la négociation, et cela a été dans l'intérêt de tous.

Il n'y avait personne pour le vaincre. Et nous avons pu le faire parce que Gorbatchev a changé la philosophie fondamentale du système soviétique. Sa politique étrangère reposait sur l'idée marxiste de la lutte des classes, et sur le fait qu'il était du devoir de l'Union soviétique de soutenir les révolutions dans d'autres pays, pour instaurer ce qu'ils appelaient le socialisme, qui devait ensuite évoluer vers le communisme. Vous savez, Marx, je pense, a analysé avec beaucoup de justesse le fonctionnement du capitalisme à l'époque où il écrivait. Là où il s'est complètement trompé, c'est dans les prédictions qu'il faisait. Et, franchement, je pense que c'est vrai pour la plupart des prédictions sur un avenir utopique, si telle ou telle chose se produit. Donc, en réalité, nous semblons avoir repris un aspect de cela, en disant, comme certains le disaient à l'époque : eh bien non, ce n'est pas le système capitaliste et ce que nous appelons la démocratie qui représente l'avenir du monde. Et pourtant, c'est ce qui s'est passé.

#Jack Matlock

Il est à la mode de dire que les États-Unis et leurs alliés démocratiques devraient faire tout leur possible pour étendre la démocratie dans le monde et la défendre. Eh bien, c'était très semblable à ce que l'Union soviétique, jusqu'à Gorbatchev, avait essayé de faire : répandre dans le monde ce qu'elle appelait le socialisme, censé devenir le communisme. D'ailleurs, je dirais que ce n'était pas du tout le socialisme qu'avait prédit Marx. Je pense qu'il serait plus juste de le qualifier de capitalisme monopoliste d'État. Mais c'est une autre question. Le problème, c'est que, là encore, on avait la promesse d'une sorte d'utopie, selon laquelle les pays que nous appelons démocratiques avaient en quelque sorte le devoir de répandre la démocratie, et de le faire par tous les moyens nécessaires.

Quand on y réfléchit, c'est une idée ridicule. Si la démocratie signifie que le peuple contrôle son pays, dans les pays où il vit, comment quelqu'un de l'extérieur pourrait-il la créer pour un autre peuple ? Ce n'est pas possible. Et quand on commence à soutenir certaines factions dans un autre pays, on risque fort de leur faire du tort. Parce que personne ne veut que des étrangers se mêlent de ce qu'on considère comme ses affaires intérieures. Mais ça, c'est une chose. Et puis, je dirais aussi que les États-Unis sont sortis, d'abord de la Seconde Guerre mondiale, puis de la guerre froide, comme le pays économiquement le plus puissant du monde.

Et nous avons mis en place un système financier très favorable aux États-Unis. Nous pouvions accumuler des déficits budgétaires de plus en plus importants, si vous voulez, tout en continuant à emprunter de l'argent. Et comme nous contrôlons, en réalité, les mouvements de capitaux et les paiements... enfin, pas que nous les contrôlions, mais nous les supervisons, cela nous a donné, je dirais, un pouvoir immense. Nous pouvions avoir des déficits là où d'autres ne le pouvaient pas, par exemple. Mais nous avons aussi commencé à utiliser cela comme une arme politique. Si un pays fait quelque chose qui ne vous plaît pas, vous commencez à lui imposer des sanctions. Et cela, je pense, n'a pas du tout arrangé les choses. Au contraire, cela les a aggravées. Aujourd'hui, je pense que nous affichons des déficits dangereusement élevés. Les États-Unis ont désormais une dette de plus de quarante mille milliards de dollars.

Et c'est le gouvernement. Sur le plan intérieur aussi, la dette est extrêmement élevée. Et cela va, je pense, éroder la valeur. En même temps, nous sanctionnons des pays. Ceux qui sont sanctionnés, comme la Russie en particulier, ou l'Iran, la Chine et d'autres, développent, je pense, des moyens d'y faire face. Je pense donc que ces politiques erronées ont trop engagé les États-Unis. Au lieu de maintenir un équilibre, de rester en dehors des conflits locaux et d'aider les parties à parvenir à la paix — ce que nous aurions pu faire au début des années quatre-vingt-dix —, nous avons commencé à prendre parti pour l'un ou l'autre, et même à nous impliquer militairement. Et je pense que ce fut une énorme erreur.

Et je pense que nous en voyons aujourd'hui les conséquences. Mais je dirais aussi que toute cette idée qu'on entendait à l'époque, selon laquelle il y avait deux superpuissances qui dirigeaient le monde et que, lorsque l'Union soviétique s'est effondrée — et je dirais qu'elle s'est effondrée non pas sous la pression de l'Occident, mais sous l'effet de pressions internes —, les États-Unis ne voulaient pas qu'elle s'effondre à ce moment-là. Nous voulions bien que les trois pays baltes retrouvent leur indépendance. Nous n'avions jamais reconnu qu'ils faisaient légalement partie de l'Union soviétique. Mais nous souhaitions vraiment que les douze autres républiques adhèrent à la tentative de Gorbatchev de créer une fédération volontaire. Donc, l'idée selon laquelle nous aurions, d'une manière ou d'une autre, démantelé l'Union soviétique par la guerre froide est complètement fausse.

Nous avons donc vu une évolution : au lieu de poursuivre le type de diplomatie que nous avons mené pour mettre fin à la guerre froide, nous avons commencé à faire l'inverse. Je dirais qu'au plus

fort de la guerre froide, même si le président Reagan critiquait le communisme très sévèrement, il n'a jamais insulté publiquement un dirigeant soviétique, pas une seule fois. En fait, je me souviens de sa première rencontre avec Gromyko, le ministre des Affaires étrangères. Alors qu'ils se serraient la main, il lui a dit : « Nous tenons la paix du monde entre nos mains. Nous devons coopérer. » Et il traitait les dirigeants soviétiques avec... je dirais qu'il traitait les ministres des Affaires étrangères presque comme s'ils étaient des chefs d'État, en leur organisant, vous savez, des dîners officiels dans la salle à manger Lincoln.

Et il avait aussi compris qu'on ne défend pas les droits de l'homme en faisant campagne publiquement contre un autre pays. En fait, juste avant sa première rencontre avec Gorbatchev, il a en quelque sorte dicté ce qu'il pensait de Gorbatchev et ce qu'il allait essayer d'obtenir. On me l'a remis au moment où nous montions dans l'avion pour aller à Genève, pour cette rencontre. Et ce qu'il disait était très intéressant. À propos des droits de l'homme, il a dit : « Nous sommes trop directs sur les droits de l'homme. Nous pouvons les attaquer publiquement, mais cela n'aidera pas les victimes. En réalité, cela pourrait leur nuire. Nous devons commencer à traiter cette question en privé. »

Et quand il l'a terminé, l'une de ses dernières phrases était : « Quoi que nous accomplissions, nous ne devons pas appeler cela une victoire, parce que cela rendrait toute avancée ultérieure impossible. » Je dirais donc que c'était un président qui n'était ni un grand intellectuel ni un historien. Mais il savait comment traiter avec les gens. Et peut-être que, parce qu'il était acteur de profession, il était capable de se mettre à la place de l'autre. Et ce qu'il voulait de nous, avant tout, c'était que nous expliquions d'où venait Gorbatchev et comment ils pouvaient trouver un terrain d'entente. Maintenant, comparez cela à ce qui s'est passé depuis, quand nous ne cessons de les attaquer sur les droits de l'homme. Alors même que, chez nous aussi, nous avons des problèmes.

Et parfois même les sanctionner... Et puis, il y a cette sorte de diabolisation publique du président russe. Eh bien, c'est certain, je n'aime pas beaucoup de choses qu'il a faites. Mais nous devons reconnaître qu'il a sorti ce pays d'un état proche du chaos. Car, pour les Russes, les années quatre-vingt-dix n'ont pas été une démocratisation, comme nous le pensions. C'était presque l'anarchie. Et après être devenu président, il a pris un pays en faillite et, en trois ou quatre ans, il a remboursé toutes les dettes extérieures. Et aujourd'hui, je veux dire, même avec toutes les sanctions et le gel des avoirs russes à l'étranger, la Russie a une balance des paiements excédentaire et elle a réussi à survivre aux sanctions. Donc, je pense qu'il s'est passé tellement de choses que l'inverse de ce que nous...

#Pascal

Très bien, nous avons eu une très brève interruption en raison de problèmes de connexion Internet, mais nous sommes de retour avec l'ambassadeur Matlock. Ambassadeur Matlock, vous parliez à l'instant, vous savez, des échecs des années quatre-vingt-dix, de la manière dont la Russie a été traitée à l'époque. Peut-être souhaitez-vous poursuivre sur ce point ?

#Jack Matlock

Oui. Le problème, c'est qu'au lieu d'intégrer la Russie à une structure de sécurité européenne à la fin de la guerre froide, dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix — ce que nous espérions, nous qui avons négocié la fin de la guerre froide — nous avons laissé la Russie de côté. Puis nous avons commencé à élargir l'OTAN et à l'utiliser de manière offensive. Il était évident que la Russie allait y voir une menace, surtout lorsque nous avons commencé à installer des bases militaires en Europe de l'Est, dans des pays qui avaient autrefois été, en quelque sorte, alliés à la Russie. Et je pense que c'était une grave erreur, parce que la Russie ne pouvait y voir qu'une menace. Ensuite, quand on a tenté de faire entrer dans l'OTAN des pays comme la Géorgie et l'Ukraine, la Russie ne pouvait considérer cela que comme un acte offensif. Car, traditionnellement, ces régions avaient fait partie, pendant des siècles, du même pays que la Russie.

Et même si la Russie avait reconnu leur indépendance au moment de l'écclatement de l'Union soviétique, elle avait reconnu l'indépendance de pays neutres, qui n'étaient les alliés de personne. D'ailleurs, la Constitution ukrainienne d'origine stipulait que le pays serait neutre. Elle accordait aussi des droits linguistiques complets aux Russes et aux autres minorités linguistiques. Et lorsque l'Ukraine a obtenu son indépendance, quarante-quatre pour cent de la population préférait en réalité parler russe. C'était particulièrement vrai dans l'est du pays. Alors, quand l'OTAN a tenté d'intégrer de plus en plus de pays, je pense que le président russe a très clairement fait savoir que c'était inacceptable. En fait, il l'a dit pour la première fois dans un discours à Munich.

Et je crois que c'était vers deux mille sept, deux mille huit. Et je dois dire que, lorsque j'enseignais les relations internationales, je demandais à mes étudiants d'examiner ce discours et de se demander : ces critiques étaient-elles fondées ? Autrement dit, est-ce que les États-Unis et l'OTAN auraient dû faire ces choses-là ? Et je pense que tous les étudiants qui l'ont étudié en sont arrivés à la même conclusion : non, nous n'avons pas besoin de faire ça, et ça n'avait pas beaucoup de sens. Mais nous l'avons fait quand même. Au début, la Russie et le président Poutine ont accepté le premier élargissement de l'OTAN à la République tchèque, à la Pologne et à la Hongrie, puis même aux trois pays baltes. Il prononçait un discours à New York, à l'époque où cette question se posait, et je lui ai demandé directement : « Qu'en pensez-vous ? »

Et il a dit : « Eh bien, je pense que ce n'est pas nécessaire. Mais tant qu'il n'y aura pas de bases, nous ne nous y opposerons pas. » Mais ensuite, cela a continué. Et lorsque l'élargissement a concerné des pays comme la Roumanie et la Bulgarie, l'administration Obama a commencé à y installer des bases. Au début, il s'agissait notamment de missiles antibalistiques. Le problème avec ces missiles antibalistiques, c'est qu'ils pouvaient facilement être convertis en missiles offensifs. Ils étaient conçus pour pouvoir être utilisés dans les deux sens. Or, à mon avis, aucun président russe n'aurait pu ne pas considérer cela comme une menace sérieuse. Mais ce processus s'est poursuivi. Et je pense qu'au même moment, les Ukrainiens révisaient leur Constitution.

Ils ont renoncé à la neutralité, et ont déclaré vouloir faire partie de l'Union européenne et de l'OTAN. Il était donc assez clair de comprendre pourquoi n'importe quel président russe s'en inquiéterait. Dans le même temps, l'OTAN était de plus en plus utilisée de manière offensive. Quand les États-Unis ont envahi l'Afghanistan, cela avait été autorisé par le Conseil de sécurité, et la Russie avait même coopéré à cette intervention. Mais ensuite, soudainement, nous avons envahi l'Irak, alors que l'Irak ne nous avait rien fait. Nous affirmions qu'ils pouvaient avoir des armes nucléaires ou des armes chimiques. Et il s'est avéré qu'ils n'en avaient pas. Pourtant, nous avons envahi le pays, nous l'avons occupé. Puis, plus tard, nous avons utilisé l'OTAN pour attaquer la Libye et, de fait, faire assassiner son dirigeant. Il était donc clair que l'OTAN était utilisée de manière offensive, et en dehors de l'Europe, alors qu'elle était censée ne s'appliquer qu'à l'Europe.

Je pense que lorsque l'OTAN a ensuite commencé à s'impliquer en Ukraine, il y a eu une rébellion dans l'est de l'Ukraine, après un coup d'État. C'était en deux mille quatorze. Le gouvernement élu a donc été renversé par un coup d'État, et la Russie avait toutes les raisons de penser que les États-Unis et l'Union européenne y étaient impliqués. Et je dirais que, vous savez, s'il y avait eu un coup d'État dans un pays dont nous aurions pensé qu'il était en train d'être pris par les communistes, nous ne l'aurions pas reconnu. Vous savez, pendant des décennies, nous n'avons pas reconnu la Chine communiste, parce qu'elle était arrivée au pouvoir, vous savez, par une révolution. Mais le fait est qu'il était très évident de comprendre pourquoi la Russie considérerait l'OTAN comme une menace. Et puis, bien sûr, en deux mille quatorze, la Russie a pris la Crimée.

#Jack Matlock

Eh bien, ils ont fait cela pacifiquement et ont organisé un référendum, dont le résultat était très largement favorable à la Russie. Et il n'y a aucune raison de penser que la grande majorité des habitants de Crimée préféraient l'Ukraine à la Russie. Ils parlaient russe, et les Ukrainiens avaient essayé, en pratique, de les priver de leurs droits parce qu'ils étaient russes, à moins qu'ils n'adoptent soudainement des noms ukrainiens et ne parlent uniquement ukrainien. Et je dirais que l'O.T.A.N. avait auparavant créé un précédent en faisant la guerre à la Serbie, alors que la Serbie n'avait attaqué aucun pays de l'O.T.A.N. Puis ils ont reconnu l'indépendance du Kosovo, malgré l'opposition de la Serbie.

Mais l'un des accords que nous avons conclus, lorsque nous cherchions à mettre fin à la guerre froide, était qu'il ne devait y avoir aucun changement territorial en Europe sans consentement mutuel. L'OTAN a donc, en réalité, créé un précédent à ce que la Russie a fait en Ukraine. Mais elle l'a fait sans même organiser de référendum. Donc, d'une certaine manière, si ce que la Russie a fait en Ukraine était illégal, alors ce que l'OTAN a fait à la Serbie à propos du Kosovo était doublement illégal. Nous semblons ne pas reconnaître que les États-Unis et l'OTAN avaient créé des précédents. Puis, plus tard, quand la Russie a agi de la même manière, on a dit : « Oh, ça, c'est illégal, et il faut les sanctionner. » Mais personne n'a sanctionné les États-Unis lorsqu'ils ont attaqué et occupé l'Irak, ou plus tard, la Libye.

#Jack Matlock

Donc, je pense que la manière dont les Européens ont abordé cette question — eux qui apportent désormais à l'Ukraine un soutien militaire majeur, avec des armes et du renseignement lui permettant d'attaquer la Russie — est en train de se révéler suicidaire pour l'Ukraine. Et j'ai vraiment du mal à comprendre pourquoi les Européens continuent de pousser dans cette direction.

#Pascal

Puis-je ajouter une question ? Parce que votre description correspond exactement à la manière dont je comprends toute cette spirale d'escalade. Et une grande partie de cela tient à l'incapacité des dirigeants occidentaux à accepter un statut de neutralité pour l'Ukraine, afin de créer une zone tampon, de mettre en place une architecture de sécurité mutuellement acceptable, sur laquelle vous avez d'ailleurs travaillé. Je veux dire, vous, Reagan et d'autres, vous avez activement œuvré à établir un équilibre qui aurait ensuite permis de mettre fin à la guerre froide et d'assurer la stabilité sur le continent européen.

Et nous voilà, trente ans plus tard, avec des gens qui s'emploient activement à déstabiliser cette structure européenne de sécurité mutuelle. Les seuls qui parlent de sécurité mutuelle, ce sont les Russes, qui comprennent qu'on ne peut pas assurer sa sécurité contre quelqu'un, mais seulement avec lui. Pourquoi la conception de l'Occident a-t-elle changé aussi radicalement, passant de personnes comme vous et Reagan, entre autres, à cette nouvelle direction aujourd'hui au pouvoir, qui utilise l'OTAN de manière offensive pour écraser et balayer des adversaires présumés, au lieu de chercher à créer une coexistence ? Et comment inverser cette tendance ? Comment retrouver des personnes de votre envergure, capables de créer une paix constructive ?

#Jack Matlock

Eh bien, je pense que ce qui s'est passé, c'est que les gens ont tout simplement mal interprété la fin de la guerre froide. Ils y ont vu une victoire de l'Occident sur ce qu'ils appelaient la Russie. Pourtant, en réalité, nous avons mis fin à la guerre froide pacifiquement, et l'Union soviétique s'est disloquée sous l'effet de pressions internes, non pas parce que le pays avait été vaincu. Mais ensuite, l'idée s'est imposée que ce que nous appelons la démocratie représentait l'avenir du monde, et qu'il fallait la promouvoir en utilisant tous les moyens militaires et économiques possibles. Je pense aussi qu'il y avait le sentiment que les droits de l'homme devaient être protégés, si nécessaire, par la force ou par des sanctions. Sauf que, quand on commence à recourir à la force, on finit par aggraver une situation qui, autrement, aurait été moins grave.

Je pense donc que le fait d'avoir envisagé la fin de la guerre froide non pas comme un règlement négocié, créant un monde où les grandes puissances pourraient coopérer, mais comme une occasion de chercher à se dominer les unes les autres, a été une erreur. Il aurait fallu coopérer pour maintenir sous une forme de contrôle le développement des technologies, en particulier des

technologies destinées à tuer. Car, quand on commence à employer la force les uns contre les autres, ou à imposer des sanctions économiques qui provoquent de grandes souffrances pour la population, mais pas nécessairement pour les dirigeants, on crée, je pense, un monde peu propice au contrôle de ces nouvelles armes de destruction. Et l'idée qu'un seul pays, comme les États-Unis, ou auparavant deux pays, les États-Unis et l'Union soviétique, puissent tout diriger ou changer le monde comme ils le voulaient, était tout simplement une perception erronée. Tragiquement erronée. Et c'est vraiment ce qui nous a conduits à la situation actuelle.

#Pascal

Puis-je juste ajouter une chose, que je me demande très sérieusement ? Quand vous étiez à Moscou, en quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit...

#Pascal

Pensez-vous qu'il y avait une compréhension commune de la situation à l'époque ? Les États-Unis et la Russie, vous et Gorbatchev, compreniez-vous tous les deux la situation de la guerre froide, sa dynamique ? La compreniez-vous de la même manière ? Ou bien y avait-il deux récits ? Vous savez, un récit américain sur ce qui se passait, et un récit soviétique ? Parce qu'aujourd'hui, j'ai l'impression que nous avons deux récits. Il y a le récit occidental sur ce qui est à l'origine de cette conflagration, et il y a le récit russe. À votre époque, y avait-il donc deux récits, ou une sorte de compréhension commune du problème ?

#Jack Matlock

Je pense que Reagan et Gorbatchev avaient certainement compris qu'ils étaient deux hommes qui voulaient réellement abolir les armes nucléaires. Alors, peut-être que ce n'était même pas techniquement possible à l'époque, compte tenu de tous les problèmes. Mais c'étaient deux hommes qui pensaient sincèrement pouvoir mettre fin aux armes nucléaires. Mais ce n'était pas le point de vue de leurs successeurs. Voilà donc l'un des problèmes. Mais, comme je l'ai dit, l'idée selon laquelle les États-Unis et l'Occident représenteraient le capitalisme et la démocratie... Je dois dire que nous employons ces termes, à mon avis, d'une manière trompeuse. Il est juste de parler d'un processus démocratique, au sens où un pays repose, en fin de compte, sur le consentement de ses citoyens. Mais dire qu'un pays est démocratique et qu'un autre ne l'est pas, alors que, par exemple, aux États-Unis, nous avons une république, et une république qui est, essentiellement, contrôlée par une oligarchie.

Et après tout, quand on regarde des choses comme le Sénat, où chaque État n'a que deux représentants, le Wyoming, vous savez, en a autant que la Californie ou le Texas. Et ce n'est pas démocratique. On peut penser à beaucoup d'autres aspects qui ne le sont pas non plus. Mais dire qu'un pays est démocratique et que l'autre ne l'est pas, je pense que c'est faux. Il ne fait aucun doute que nous avons des processus plus démocratiques. Mais quand nous sanctionnons la Russie pour

diverses raisons, je crois que vous aviez un président russe dont le taux d'approbation était supérieur à celui de n'importe quel président américain à cette époque. Donc dire : « Oh, ce n'est pas une démocratie, mais nous, oui, et notre mission est de répandre la démocratie dans le monde », c'est, je pense... D'abord, c'est faux de croire qu'un pays peut apporter la démocratie à un autre. Ensuite, vous mélangez tout simplement les concepts d'une manière qui est, au fond, très dangereuse.

#Pascal

Oui, c'est le cas. Oui, c'est le cas. Et cela nous entraîne sur une voie très, très dangereuse, comme nous le constatons en ce moment même. Ambassadeur Matlock, je vous ai pris beaucoup de votre temps, et je vous en remercie sincèrement. Y a-t-il un endroit où les gens peuvent suivre vos écrits ou vos publications ?

#Jack Matlock

Oui. J'ai un site internet, jackmatlock point com, où vous pouvez trouver mon dernier livre. Vous pouvez le télécharger gratuitement depuis ce site. J'ai aussi écrit trois autres livres sur ce sujet. Certains ne sont plus imprimés, mais on peut généralement les trouver chez les libraires. L'un s'intitule « Autopsie d'un empire ». Il décrit comment l'Union soviétique s'est disloquée. Un autre s'appelle « Reagan et Gorbatchev : comment la guerre froide a pris fin ». J'y décris leur diplomatie. Et puis, en deux mille dix, j'ai publié un livre intitulé « Illusions de superpuissance ». J'y expliquais comment nous nous écartions de la bonne voie, et j'y formulais certaines des critiques que j'ai exprimées aujourd'hui.

Mais ils sont généralement accessibles. Le plus récent, je dirais, est un recueil d'articles que j'ai écrits au fil du temps. Ils portent sur les négociations qui ont mis fin à la guerre froide, sur la situation en Ukraine et son évolution, ainsi que sur certaines des autres questions d'aujourd'hui. Je l'ai intitulé « Regarder en arrière pour regarder devant ». J'y réfléchissais à mes propres expériences et aux leçons que je pourrais en tirer pour aujourd'hui. Mais on peut le télécharger depuis ma page web.

#Pascal

Et je mettrai des liens vers votre site internet, jackmatlock.com, dans la description sous cette vidéo. Je recommande à toutes les personnes qui s'intéressent à ce sujet de télécharger ces livres, de se les procurer et de les étudier. Ce sont des études de cas qui montrent comment mener une véritable diplomatie et construire la paix. Je vous en remercie infiniment, ambassadeur Matlock. Et à la prochaine.

#Jack Matlock

Merci de m'accueillir. C'est toujours un plaisir de vous voir.